

NOUVELLES ÉCONOMIQUES

Le plafond de la dette pourrait revenir hanter la conjoncture américaine

Dans un peu moins d'un mois, un élément qui a souvent inquiété les marchés au cours des années Obama risque de refaire surface : le plafond légal de la dette fédérale américaine doit être réinstauré. Il est présentement suspendu jusqu'au 15 mars 2017, et ce, depuis l'accord budgétaire bipartisan de l'automne 2015. Notons que la dette fédérale brute atteindra bientôt 20 000 G\$ US.

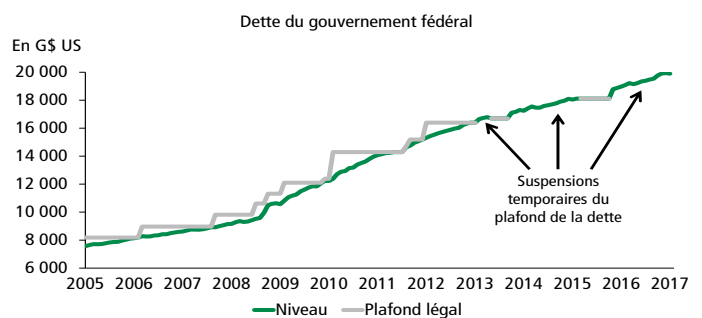
Si le plafond légal n'est pas rehaussé d'ici l'échéance, le Trésor américain pourra, comme au cours des épisodes précédents, utiliser pendant un certain temps des mesures extraordinaires pour financer le déficit fédéral. Ces mesures, comme l'utilisation de sommes dédiées aux fonds de retraite des employés fédéraux, devraient repousser au moins jusqu'à l'été la date ultime où le gouvernement ne pourra plus s'acquitter de ses obligations. Il faut toutefois noter que certaines règles obligent le département du Trésor à se départir d'une partie significative de son encaisse d'ici le 15 mars. Ceci pourrait amener certaines pressions à la baisse sur les taux de titres fédéraux de très court terme.

IMPLICATIONS

Est-ce que l'établissement d'un nouveau plafond deviendra un réel enjeu politique, économique ou financier? Sous Obama, la majorité républicaine de la Chambre des représentants a été réfractaire à toute augmentation du plafond de la dette. Les leaders républicains ont utilisé ces échéances pour mettre de la pression politique sur la Maison-Blanche, notamment afin de freiner la croissance des dépenses publiques fédérales. Il reste maintenant à voir comment se déroulera ce bras de fer maintenant que les deux chambres du Congrès ainsi que le président sont tous d'allégeances républicaines. Est-ce que le plafond sera relevé facilement (comme le souhaite le nouveau secrétaire du Trésor, Steven Mnuchin) ou servira-t-il encore de moyen de pression (le nouveau directeur du budget de Donald Trump, Mick Mulvaney, était partisan de cette approche sous Obama)? D'un côté, rappelons que les principales mesures promises par Donald Trump pendant la campagne électorale risquent d'engendrer des déficits particulièrement lourds, ce qui

GRAPHIQUE

Le plafond de la dette n'a pas cours depuis la fin de 2015



Sources : U.S. Treasury et Desjardins, Études économiques

ne plaît pas à l'ensemble des élus républicains. De l'autre côté, les démocrates hésiteront entre une position pragmatique de collaboration avec le président Trump ou un rôle d'opposition qui les amènerait à prendre des risques avec le crédit du gouvernement fédéral (ce qu'ils ont souvent reproché aux républicains).

Étant donné l'adéquation entre les républicains du Congrès et le nouveau président des États-Unis, on peut espérer que le problème du plafond de la dette se résolve facilement. Toutefois, rien ne paraît simple au sein de la nouvelle administration, et la question de la dette risque de compliquer les débats concernant la fiscalité, les soins de santé, les dépenses militaires et les investissements en infrastructures. Si l'enjeu prend de l'ampleur, il risque d'amener plus d'incertitudes sur les marchés financiers.

Francis Généreux, économiste principal

François Dupuis, vice-président et économiste en chef • Mathieu D'Anjou, économiste principal
Benoit P. Durocher, économiste principal • Francis Généreux, économiste principal • Jimmy Jean, économiste principal • Hendrix Vachon, économiste senior
Desjardins, Études économiques : 514-281-2336 ou 1 866-866-7000, poste 5552336 • desjardins.economie@desjardins.com • desjardins.com/economie

NOTE AUX LECTEURS : Pour respecter l'usage recommandé par l'Office québécois de la langue française, nous employons dans les textes et les tableaux les symboles k, M et G pour désigner respectivement les milliers, les millions et les milliards. MISE EN GARDE : Ce document s'appuie sur des informations publiques, obtenues de sources jugées fiables. Le Mouvement des caisses Desjardins ne garantit d'aucune manière que ces informations sont exactes ou complètes. Ce document est communiqué à titre informatif uniquement et ne constitue pas une offre ou une sollicitation d'achat ou de vente. En aucun cas, il ne peut être considéré comme un engagement du Mouvement des caisses Desjardins et celui-ci n'est pas responsable des conséquences d'une quelconque décision prise à partir des renseignements contenus dans le présent document. Les prix et les taux présentés sont indicatifs seulement parce qu'ils peuvent varier en tout temps, en fonction des conditions de marchés. Les rendements passés ne garantissent pas les performances futures, et les Études économiques du Mouvement des caisses Desjardins n'assument aucune prestation de conseil en matière d'investissement. Les opinions et les prévisions figurant dans le document sont, sauf indication contraire, celles des auteurs et ne représentent pas la position officielle du Mouvement des caisses Desjardins. Copyright © 2017, Mouvement des caisses Desjardins. Tous droits réservés.